

# Caisses vides... poches pleines



Certes, certaines propositions du nouveau projet fiscal du Conseil d'Etat sont judicieuses. De plus, la recherche des équilibres peut parfois s'avérer difficile. Il n'en reste pas moins que le nouveau projet fiscal s'écarte globalement du cercle vertueux d'une plus juste répartition des richesses pour privilégier le cercle vicieux d'une accentuation des disparités et du démantèlement social.

Après le hold up de 2013, une nouvelle réforme fiscale se prépare. Son contenu : Réduction massive de l'impôt sur le capital et du bénéfice des entreprises ; maintien des allègements fiscaux, sans moyen de contrôle, et mise en place, pour les personnes morales, d'un nouvel appareillage de défalcations possibles ; Pour les personnes physiques, diminution du taux fiscal pour les revenus les plus riches. La manne issue de l'imposition sur le capital et le bénéfice représente désormais moins d'un sixième de l'ensemble des revenus (personnes morales et physiques confondues). Bref, le transfert de la charge fiscale du capital au travail ne cesse de s'accroître.

La politique des caisses vides prônée insidieusement par certains milieux est d'autant plus scandaleuse que les richesses créées ne cessent d'augmenter et échappent aux travailleurs et travailleuses, aux citoyens et citoyennes. De plus, dans leur recherche constante de profit, certaines entreprises recourent de manière non pas complémentaire, mais massive à la main d'œuvre frontalière. Bien que nécessaire l'apport des travailleurs frontaliers, s'il n'est pas régulé, est une aubaine pour le patronat par la pression qu'il exerce sur les salaires.

Si certaines entreprises ont pris le tournant du « management » responsable, d'autres, par le biais de leur organisation faïtière, s'entêtent à maintenir leur équation cataclysmique : moins d'impôts pour les riches ; moins d'impôts pour les

entreprises ; moins de salaires pour les travailleurs ; moins de revenu pour les collectivités = démantèlement social annoncé.

A l'instar de Cocteau, le libéralisme et l'individualisme de certains est tel, qu'on ne doit plus parler de disciples, mais bel et bien de voleurs. Reste que, par leur conscience, les travailleurs et travailleuses, les citoyens et citoyennes en seront les gendarmes et le salut final du bien général.

